

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Patrick SAIRE
Pascale DUCLERMORTIER
Sébastien GUILLAUME
Aline MILLE
Perrine MOZET

Expert-Comptable Associé

Stéphane MAYET

MUSIQUES SUR LA VILLE
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

Exercice clos le 31 décembre 2021

MUSIQUES SUR LA VILLE
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la Ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et de travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 24 mai 2022

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET
Associée

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✱ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✱ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✱ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✱ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✱ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	2 395	2 350	45	963
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 395	2 350	45	963
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	59 003	50 795	8 208	9 332
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	41 015	35 816	5 199	5 198
Immobilisations corporelles autres	17 988	14 979	3 009	4 134
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	15		15	15
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	15		15	15
Total I	61 413	53 145	8 268	10 310
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	6 719		6 719	1 400
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	16 109		16 109	12 150
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	74 081		74 081	96 709
Charges constatées d'avance	1 374		1 374	574
Total II	98 283		98 283	110 833
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	159 696	53 145	106 551	121 143



Bilan passif

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	83 499	44 100
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	0	
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 717	39 399
<i>Situation nette (sous total)</i>	72 782	83 499
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 005	1 405
Provisions réglementées		
Total I	73 787	84 904
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	10 557	7 664
Total III	10 557	7 664
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6	11
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5 884	6 302
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	16 317	15 862
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0	0
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		6 400
Total IV	22 207	28 575
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	106 551	121 143



Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	45	45
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	9 935	1 764
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	92 949	34 869
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	371 811	328 487
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 619	210
Utilisations des fonds dédiés	0	
Autres produits	25	89
Total I	483 384	365 464
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	4 648	1 455
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	237 693	134 658
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 837	2 597
Salaires et traitements	169 941	141 431
Charges sociales	48 752	33 230
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 073	2 861
Dotations aux provisions	2 893	2 909
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	23 799	7 414
Total II	494 636	326 555
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-11 252	38 909



PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	253	318
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	253	318
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	253	318
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-10 999	39 227
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		328
Sur opérations en capital	400	400
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	400	728
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	118	556
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	118	556
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	282	172
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	484 037	366 510
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	494 754	327 111
EXCEDENT OU DEFICIT	-10 717	39 399
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		



Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	44 100		39 399		83 499
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	39 399	-39 399		10 717	-10 717
Situation nette	83 499	-39 399		10 717	72 782
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 405			400	1 005
Provisions réglementées					
TOTAL	84 904	-39 399	39 399	11 117	73 787

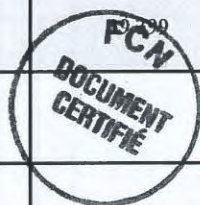


Tableau variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)							
Projet 1							
Projet 2							
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Projet 1							
Projet 2							
Ressources liées à la générosité du public(1)							
Projet 1							
Projet 2							
TOTAL							

(1) les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL Montant nominal	2 005			2 005
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	600	400		1 000



Tableau des fonds reportés

	Solde à l'ouverture de l'exercice		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL					

SANS CHANGEMENT DE METHODE

	Solde à l'ouverture de l'exercice		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global		Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL					



Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 395	0		2 395
Immobilisations incorporelles	2 395			2 395
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	40 710	2 031	1 726	41 015
- Installations générales, agencements aménagements divers	7 134	0		7 134
- Matériel de transport	6 000	0		6 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 481	0	1 627	4 854
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	60 325	2 031	3 353	59 003
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	62 720	2 031	3 353	61 398



Tableau amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 432	918		2 350
Immobilisations incorporelles	1 432	918		2 350
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	35 512	2 030	1 726	35 816
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 253	938		4 191
- Matériel de transport	6 000			6 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 228	187	1 627	4 788
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles				
	50 993	3 155	3 353	50 796
ACTIF IMMOBILISE	52 425	4 073	3 353	53 146



Tableau sur l'état des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	6 719	6 719	
Autres	16 109	16 109	
Charges constatées d'avance	1 374		
Total	24 202	22 828	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			



Tableau sur les dépréciations des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	4 500		4 500	
Total	4 500		4 500	
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation	4 500		4 500	
Financières				
Exceptionnelles				



Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	7 664	2 893			10 557
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer	2 948	3 010	2 948		3 010
Autres provisions pour risques et charges					
Total	10 612	5 903	2 948		13 567
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation	10 612	5 903	2 948		13 567
Financières					
Exceptionnelles					

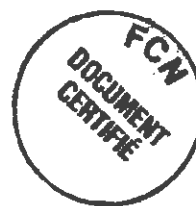


Tableau sur l'état des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	5	5		
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 884	5 884		
Dettes fiscales et sociales	16 317	16 317		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes–Associés et autres dettes				
Produits constatés d'avance				
Total	22 207	22 207		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				
Dettes contractées auprès des associés				



MUSIQUES SUR LA VILLE ANNEXE DE L'EXERCICE 2021



Les tableaux ci-joints font partie intégrante de l'annexe.

1°) OBJET

L'objet social est décrit ainsi dans nos statuts :

« Développer et soutenir des projets d'action culturelle dans un propos d'éducation populaire et de de promotion de la diversité et de l'échange. Favoriser la création, la production, l'édition et la diffusion de toutes sortes d'œuvres culturelles et artistiques, notamment musicales. Proposer des actions spécifiques et motivantes pour développer la participation, la responsabilisation, l'intégration de la jeunesse. Contribuer par son action au rayonnement de Châlons-en-Champagne et de sa région. »

2°) FAITS CARACTERISTIQUES SUR L'EXERCICE

L'année aura été marquée par une reprise sensible du volume d'activités, malgré une situation sanitaire encore contraignante, sans toutefois atteindre celui de 2019, l'organisation des manifestations étant encore très perturbée jusqu'à l'été, avec le renforcement des mesures (passe sanitaire) à compter du 21 juillet.

Cependant, une 30^e édition à nouveau adaptée du festival des Musiques d'Ici et d'Ailleurs, mais renforcée de la reprise des MIA3J garantissaient le maintien de l'essentiel des subventions publiques affectées. Mais les mesures d'adaptation, notamment sur les plans de la sécurité et de l'accueil nécessaires au maintien du volume de concerts et autres rendez-vous publics renchéérissaient considérablement les coûts de production de la manifestation, sans contrepartie.

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'ensemble des mesures permettant de limiter l'impact sanitaire et financier de cette crise ont été prises :

En dehors des mesures sanitaires standard (télétravail, rotation en présentiel des personnels, mise en place de visioconférences) et l'adaptation des conditions d'organisation des monifestations à la réglementation sanitaire en vigueur en 2021, l'association n'a pas eu besoin de recourir aux dispositifs d'activité partielle, ni de solliciter le fonds de soutien et autres prêts garantis.

Le montant total des aides au paiement Covid -19 URSSAF et exonérations 1ère et 2nde période de confinement se monte à 22 638€.

L'association qui avait procédé à l'embauche d'un chargé de communication au mois de décembre 2020 a accepté sa demande de rupture conventionnelle au 3 novembre 2021. Son remplacement n'a pu être effectué avant le terme de l'exercice. En outre, un arrêt maladie consécutif à la pandémie aura affecté les RH de la structure durant les 4 derniers mois de l'année.

Le prêt de trésorerie accordé en 2017 par Champagne-Ardenne Active a été soldé (dernière échéance de 10 000€) au dernier trimestre 2020. L'association n'a par conséquent plus d'emprunt en cours au terme de l'exercice.

Il en découle un résultat de l'exercice en déficit de 10 717 €.

3°) PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 106 551 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 484 037 euros et un total de charges de 494 754 euros soit une perte de 10 717€.

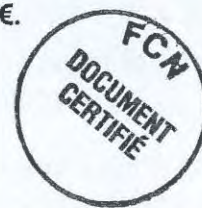
L'exercice considéré débute le 01/01/2021 et finit le 31/12/2021. Il a une durée de 12 mois.

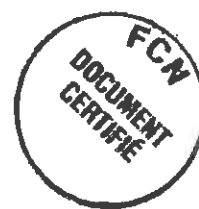
Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ni de correction d'erreur ayant un impact significatif.





Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

4°) NOTES SUR LE BILAN

A) L'ACTIF

Concernant les acquisitions d'immobilisations :

L'association s'est dotée de :

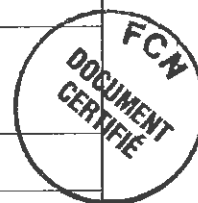
- Matériels de lumière type Flight Case pour une valeur de 1 308,00€
- Rampe pour camion pour une valeur de 723,00 €

Tableau des immobilisations

	Valeurs d'achat	Amortissement	Sortie de l'actif	V.N.C
immobilisations incorporelles	2 395	2350		45
Immobilisations corporelles	59 003	47 443	3 353	8 208

Etat des échéances des créances

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
avance sur commandes et fournisseurs			
Clients (1)	6 719	6 719	
autres créances	16 109	16 109	
Total	22 828	22 828	



B) PASSIF

Etat des dettes

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
dettes fournisseurs	5884	5884	
dettes fiscales et sociales	16317	16317	
Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit			
Total	22 202	22 202	

Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite.

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires. 1,05 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 0,34 %

Ils représentent un total (y compris les charges sociales) de 17 883 Euros, pour le seul salarié concerné aujourd'hui, c'est-à-dire le directeur.

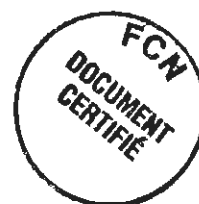
La provision constatée au 31/12/2021 s'élève à 10 557€ (4/7ème), et le solde sera réparti sur les 3 années suivantes.

5°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Détail des subventions

371 811,00 €

Ville :	213 860,00 €
CNM	5 000 €
FDVA	3 000 €
Contrat de Ville / CAC :	3 442,00 €
Contrat de Ville / Etat :	8 000,00 €
Région Grand Est :	60 500,00 €
Département :	51 109,00 €
DRAC :	19 200,00 €
DDCSP :	7 000,00 €
ASP :	700,00 €



Charges constatées d'avance : 1 374,31 €

6132	Plurial Novilia		157,64
614	Plurial Novilia		49,68
61561	GHS - 01/01-31/01		42,66
6181	M Media abt Lettre culturelle		93,33
6262	Orange		42,00
651	OVH	01/01-14/12/21	23,00
651	ADOBE	01/01-04/05/21	966,00
TOTAL			1 374,31

Charges à payer : (incluses dans les postes de bilans) : 5 000 €

6226 FCN

2021

5 000,00

Détails des contributions en nature

Travaux, locations, transports et communication, mise à disposition de moyens :

- Ville de Châlons-en-Champagne : 49 820 € (montant figurant sur la notification d'attribution des subventions 2021)

Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.

6°) PERSPECTIVES SUR L'EXERCICE 2022



A la date de rédaction du présent document, la situation sanitaire demeure incertaine quant à son évolution. Toutefois l'association s'est engagée auprès de ses partenaires à mettre en œuvre un projet d'actions à minima conforme aux objectifs atteints en 2021, avec l'ambition cependant de revenir à une activité comparable à celle de l'exercice 2019, tout en adaptant dans leur mise en œuvre les manifestations aux moyens financiers disponibles, une stagnation des financements publics ayant été observée. Les collectivités ont répondu favorablement à ce projet en renouvelant leurs subventions.

La Région Grand Est avait répondu favorablement à la demande d'aide à l'embauche du Chargé de Communication par le biais de son dispositif « Emploi associatif » pour un montant total de 24 000€ sur trois ans à compter de 2021 (10+4K€), 2022 (6K€) et 2023 (4K€). Cependant, les recherches en remplacement du poste vacant depuis le 3 novembre 2021 se sont à ce jour révélées infructueuses. Une nouvelle campagne de recrutement sera lancée au plus tard à la rentrée de septembre.

POINT COVID :

Sur la base des mesures mises en place avec succès en 2020 et 2021, l'association est en mesure de s'adapter à la réglementation en vigueur pour chacune des actions à mettre en œuvre.

MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège: 13, Rue Saint-Dominique
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SIRET : 404.204.513.00018

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R.612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec le département de la Marne

Personne concernée :

- Madame Frédérique SCHULTHESS, Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville et Vice-Présidente du Département de la Marne.

Le 29 octobre 2021, le Département de la Marne et Musiques sur la Ville, ont signé une convention pour une durée de deux ans, pour définir leurs engagements réciproques dans la conduite d'un projet culturel et artistique concernant la diffusion et la sensibilisation de différents publics aux musiques actuelles :

- 🎨 Par délibération du 23 avril 2021, le département de la Marne a décidé d'octroyer une subvention de 15 000 € pour le festival « Musiques d'ici et d'ailleurs » et de 11 609 € pour la programmation décentralisée.
- 🎨 Par délibération du 21 mai 2021, le département de la Marne a décidé d'attribuer une subvention de 10 000 € pour le festival « La tournée des popotes » à savoir, la programmation de 8 concerts sur les communes de Dormans, Reuil, Vandières et Aÿ.
- 🎨 Par délibération du 17 septembre 2021, le département de la Marne a décidé d'attribuer les subventions suivantes :
 - 2 500 € pour le projet Politique de la Ville « Festival Rive gauche de percussions du monde » ;
 - 4 500 € pour les « Chantiers éducatifs et citoyens » ;
 - 7 500 € pour la résidence de création Ian Caulfield.

Convention avec l'Association des Cités en Champagne de Prévention

Personnes concernées :

- Madame Dominique DETERM, Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville et Secrétaire du Conseil d'Administration de l'ACCP ;
- Monsieur Jacques ADNOT, Président de l'ACCP et Membre du Conseil d'Administration de Musiques sur la Ville ;
- Monsieur Patrick LEGOUIX, Directeur de Musiques sur la Ville et Trésorier de l'ACCP.

Dans le cadre des chantiers éducatifs, l'association des Cités en Champagne de Prévention a facturé à Musiques sur la Ville des prestations pour un montant de 8 557,95 € TTC pour l'exercice 2021.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 24 mai 2022

FCN

Commissaire aux comptes



Perrine MOZET
Associée